

Le CD&V ou l'art de faire contre grandes fortunes bon cœur

■ Les chrétiens-démocrates flamands sont-ils des girouettes ? Après avoir évité un excès d'impôts sous le gouvernement Di Rupo, les voilà qui se gargarisent de ceux arrachés à la "suédoise". En réalité, ils ont peut-être détecté avant les autres l'indignation grandissante de la population ?

Imaginez que Laurette Onkelinx s'affiche subitement en fervente partisane d'un saut d'index. Ce serait pour le moins déroutant. C'est pourtant le même genre de sentiment que j'ai eu la semaine dernière en entendant Kris Peeters plaider pour une taxation des revenus du capital. Il y a six mois à peine, personne n'aurait vu Kris Peeters en porte-parole de l'aile gauche de son parti. Mais bon, finalement, c'est le rôle qui lui a été assigné au sein du gouvernement De Wever... euh pardon : du gouvernement Michel. Et même déjà un peu plus tôt, pendant la campagne électorale du CD&V.

Fin avril, à Courtrai, celui qui était encore ministre-Président flamand avait déjà mis en garde les militants venus assister au congrès électoral de son parti contre les idées antisociales de la N-VA. "Ne les croyez pas quand ils vous disent que la solution, c'est la limitation des allocations de chômage

dans le temps ou la suppression de l'index." Comme auparavant, je n'avais jamais eu l'impression que Kris Peeters était l'opposant le plus déterminé à ce genre de mesures, ma réaction instinctive avait alors été de me dire "C'est surtout vous que je ne crois pas".

Le choix du CD&V de mettre en avant le seul Kris Peeters comme figure de proue tout en visant essentiellement, avec une campagne de centre-gauche, l'électorat de l'ACW n'était pas a priori la meilleure des combinaisons. Mais elle n'était pas incompréhensible, venant d'un parti dont les leaders avaient eu tendance à virer à droite (du fait du départ de plusieurs dirigeants issus de l'ACW) tandis que sa base connaissait un mouvement inverse (du fait du départ d'un bon nombre d'électeurs de droite).

Le CD&V ayant intégré une coalition de centre-droit après les élections et ayant renoncé au poste de Premier ministre, Kris Peeters doit maintenant persévérer dans son nouveau rôle en incarnant le "visage social" du gouvernement

De W... euh, Michel.

Il est vrai que le CD&V a réussi globalement à sauvegarder les acquis sociaux auxquels Kris Peeters avait fait allusion dans son discours. Mais l'idée que les choses auraient pu être bien pires ne convainc pas vraiment la base ouvrière du parti (pas plus que les affiliés de la FGTB n'avaient acquiescé au cours de la dernière législature, lorsqu'Elio Di Rupo avait tenté d'utiliser le même argument).

Du côté flamand, la CSC s'en prend encore plus vivement au gouvernement que la FGTB si c'est possible. Et de manière plus efficace, Marc Leemans étant un meilleur communicateur que son homologue rouge, Rudy De Leeuw.

Il en allait bien différemment dans les années 80, du temps de la coalition de centre-droit Martens-Gol. Celle-ci avait longtemps bénéficié du soutien de la CSC qui refusait d'entendre parler de front commun syndical. Mais c'était une autre époque : le CVP pilo-

tait encore l'exécutif en tant qu'indéboulonnable parti de pouvoir et pouvait se permettre, dans un pays reposant encore largement sur des piliers, d'aller à contre-courant d'une partie de sa base. En plus, le PSC était aussi à bord et le gouvernement comptait dans ses rangs une personnalité ACW efficace en la personne de Jean-Luc Dehaene. La situation économique et budgétaire était aussi (encore) bien plus dramatique et le sentiment qu'il n'y avait pas d'alternative était alors bien plus fort, et sans doute aussi plus justifié.

En tout cas, il est clair que la vie d'un parti centriste est loin d'être simple en ces temps de polarisation, dominés par les caricatures. Il y a encore quelques mois le CD&V devait justifier sa présence au sein d'un gouvernement franco-phonie, taxateur et marxiste et voilà qu'on lui reproche maintenant de soutenir une coalition d'horreur antisociale et destructrice. Alors qu'au temps du gouvernement Di Rupo ils se van-

taient d'avoir évité un excès d'impôts nouveaux, aujourd'hui ils sont en train de se gargariser de ceux qu'ils ont pu arracher à leurs partenaires : taxe Caïman, taxe bancaire, augmentation de la taxe sur les opérations de bourse. Et ils vont même jusqu'à proposer des taxes sur les revenus du capital, celles-là mêmes dont ils n'avaient pas voulu lorsqu'elles s'étaient retrouvées sur la table du gouvernement Di Rupo.

Tout cela tient à la position différente dans laquelle le parti se trouve mais aussi au fait que les chrétiens-démocrates remarquent, via leurs antennes, que les efforts demandés par le gouvernement sont perçus comme fondamentalement déséquilibrés par

une partie croissante de la population. Les partis de droite clairoignent que ceux qui refusent de contribuer aux mesures d'économie sont les fossoyeurs de l'avenir mais ce mantra n'est crédible que si chacun est prié de contribuer selon ses moyens, y compris lorsque les moyens en question sont gros.

Ceux qui n'aiment pas les syndicats, devraient peut-être encore plus prendre au sérieux ce sentiment d'injustice, car s'ils continuent à le nourrir ils ne feront que renforcer les syndicats et l'opposition au gouvernement.

Si nous accordons le moindre crédit au sondage de la semaine dernière selon lequel 39% des Flamands soutiendraient la manifestation, ce n'est pas peu, contrairement à certaines interprétations qui en ont été faites. C'est même bien plus que le score électoral des partis flamands qui soutenaient la manifestation en question. A l'inverse, 54% seulement des Flamands ont dé-

claré ne pas la soutenir alors que les partis de la majorité ont obtenu 67% des voix aux dernières élections.

Pour l'instant, tout cela semble surtout constituer un problème pour le CD&V mais cela pourrait changer. Peut-être Kris Peeters n'est-il pas tant une girouette sachant s'adapter, avec son parti, à des circonstances changeantes que le canari dans la mine de charbon qui a détecté avant tous les autres une indignation grandissante au sein de la population. Et c'est alors le gouvernement tout entier qui pourrait se brûler les ailes.

Traduction : Pierre Gilissen

Ceux qui n'aiment pas les syndicats devraient peut-être encore plus prendre au sérieux ce sentiment d'injustice, car s'ils continuent à le nourrir, ils ne feront que renforcer les syndicats et l'opposition au gouvernement.

DAVE SINARDET

Professeur de sciences politiques à la Vrije Universiteit Brussel et à Saint-Louis.